



# Comprendre le sentiment d'insécurité

**L'insécurité ressentie par les Françaises et les Français est, depuis la fin des années 1970, le moteur d'un durcissement de nos politiques pénales. Si les peurs sont en baisse depuis une trentaine d'années, elles restent fortes chez les personnes fragiles, car la peur d'être victime d'une atteinte se mêle toujours à celle de se voir exclu de la société par la dureté des conditions d'existence.**

Fabien JOBARD, Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, CNRS

**D**epuis la loi « Sécurité et liberté » du 2 février 1981, qui avait été précédée d'un imposant travail d'auscultation des peurs et de la délinquance<sup>(1)</sup>, l'insécurité est le principal moteur argumentatif pour renforcer notre arsenal pénal. Un moteur qui ne s'essouffle jamais. En novembre 2024, *Le Journal du dimanche* utilisait, pour titre d'un article sur le déplacement du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau à Rennes, les propos qu'une « habitante du quartier de Maurepas, un haut lieu du trafic de stupéfiants », avait adressés au ministre : « J'ai peur, on n'est plus en France. » Après la mort d'un enfant de 5 ans tué par balles dans son quartier, elle témoignait des violences à Maurepas, de l'impuissance de la police, des problèmes de cœur de son mari, de son immeuble dépourvu d'ascenseur, pour conclure : « On n'est plus en France, on n'a plus droit à rien du tout. »<sup>(2)</sup>

Si la Rennaise associe le déclin de son pays à la violence entre jeunes et à la déliquescence du système social, l'hebdomadaire de Geoffroy Lejeune et Vincent Bolloré réduit l'insécurité qu'elle déclare à la peur de l'immigration. Le « sentiment d'insécurité », catégorie commune du débat et de l'action publiques<sup>(3)</sup>, se prête à toutes les manipulations médiatiques. Il est pourtant un objet bien mal identifié pour les sciences sociales : parfois peur du crime, parfois attrape-tout de peurs diverses (de la délinquance au changement climatique ou au déclassement social), il s'est vu ces dernières années brouillé de surcroît par la notion d'« insécurité culturelle ». Le moment est venu de faire le point sur ce qu'est le sentiment d'insécurité, sur sa relation à l'insécurité et à la délinquance, mais aussi à des sentiments voisins, comme la préoccupation pour la délinquance.

Au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les insti-

tutions pénales (Cesdip), l'Observatoire scientifique du crime et de la justice (OSCJ)<sup>(4)</sup> permet de disposer d'analyses sur des enquêtes de longue durée. D'abord sur la peur. À l'échelle internationale, déclarer « avoir peur le soir dans son quartier » est l'indicateur le plus couramment utilisé. En France, on compte un peu plus de 10 % de personnes qui déclarent une peur de cet ordre, et ce de manière stable depuis une trentaine d'années. Mais cette peur n'est pas égale sur tout le territoire : en Ile-de-France, où elle décroît, elle atteint presque le double de ce qu'elle est dans l'ensemble du pays. En banlieue nord de Paris, les indices sont plus élevés encore.

## Des peurs aux visages multiples

Les peurs ne sont toutefois pas les mêmes non plus lorsqu'on les examine au regard des situations de vie. La peur dans les transports en commun est ainsi la plus élevée de toutes celles enregistrées (même si elle a elle aussi baissé au cours des vingt dernières années) : un tiers des Franciliennes et Franciliens déclare avoir peur dans le métro et surtout dans le RER. Des enquêtes plus spécifiques menées dans les gares SNCF montrent aussi que les peurs sont de nature variée et que celles et ceux qui les expriment forment des groupes sociaux différents<sup>(5)</sup>. La peur de subir un vol, sans violence, réunit deux cinquièmes des personnes déclarant avoir peur et elle est associée à la promiscuité dans les gares et les rames, à la crainte des heures de pointe. On compte aussi, dans une proportion semblable de deux cinquièmes, des personnes qui associent leur peur non à celle du vol mais à celle de l'agression verbale ou physique. Le dernier cinquième des personnes qui déclarent avoir peur rassemble surtout des femmes et des

**« Ne serait-ce que ces dix dernières années, le nombre de violences sexuelles enregistrées par les services de police et de gendarmerie a été multiplié par 2,5.**

**Subit-on en France 2,5 fois plus de violences sexuelles en 2025 qu'en 2016 ? C'est bien peu probable. C'est pourquoi il faut se tourner vers les enquêtes de victimation. »**



© THEOTHEKEV, LICENCE PIXABAY

*A l'échelle internationale, déclarer « avoir peur le soir dans son quartier » est l'indicateur le plus couramment utilisé. En France, on compte un peu plus de 10 % de personnes qui déclarent une peur de cet ordre, et ce de manière stable depuis une trentaine d'années. Mais cette peur n'est pas égale sur tout le territoire.*

jeunes. La peur concerne alors les atteintes de nature sexuelle ou sexualisée : remarques désobligeantes, attouchements, regards lourds. On pourrait tout aussi bien évoquer une autre peur, celle concernant ses enfants. En Ile-de-France, la peur qu'ils « se fassent agresser » écrase toutes les autres – notamment si elle porte sur ses enfants dans les transports en commun, exprimée par la moitié des Françaises et des Français qui ont des enfants au domicile (cette proportion était de deux tiers au début du siècle). Le sentiment d'insécurité agrège donc toutes sortes de peurs différentes. Mais la peur ne résume pas tout. La préoccupation pour la sécurité en est une autre dimension, par exemple lorsque l'on pose une question telle que « quel est pour vous le problème le plus préoccupant dans la société française ? », ou bien « parmi les problèmes actuels, lequel devrait occuper le gouvernement en priorité ? ». Dans ce domaine, l'insécurité ou la délinquance ne sont jamais les problèmes dominants, mais le chômage, puis, pour les périodes les plus récentes, la pauvreté. Cet indicateur enregistre aussi les secousses et les crises de la société. Ainsi,

**« Est-ce que le sentiment d'insécurité varie avec les atteintes subies ? Le lien n'est pas mécanique, et si l'on a vu que le sentiment d'insécurité a plutôt tendance à baisser sur la longue période, les agressions (hors sexuelles) sont restées stables ces vingt dernières années. »**

au lendemain des attentats de 2015, le terrorisme est devenu le problème le plus préoccupant aux yeux des Françaises et des Français, et ce durant une demi-décennie, avant de retrouver son niveau habituel. En ce qui concerne la préoccupation pour la délinquance, son évolution reste constante depuis une quinzaine d'années, réunissant 15 à 20 % de Françaises et Français, après avoir atteint un sommet au tout début du siècle lorsque, à la faveur des élections municipales de 2001 et surtout de l'élection présidentielle de 2002, la sécurité avait été le thème central de la compétition politique.

### **L'insécurité en hausse dans les faits ?**

Une autre question est celle de savoir si le sentiment d'insécurité se nourrit de l'insécurité réelle ; par exemple si les évolutions de ce sentiment épousent celles de la délinquance, si le sentiment d'insécurité n'est qu'un sentiment, tandis que l'insécurité serait un fait. Répondre à cette question n'est pas facile du tout. D'abord, comme on vient de le voir, le sentiment d'insécurité peut être la peur, la

(1) Il s'agit du « rapport Peyrefitte » de 1977, « Réponses à la violence », d'une très grande richesse, que les débats politiques ont ensuite rapidement réduit à cette phrase prononcée en 1976 par le présentateur du journal télévisé de TF1, Roger Gicquel, « *La France a peur* » (voir Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité »*, La Découverte, 2008).

(2) « "J'ai peur, on n'est plus en France" : le témoignage bouleversant d'une Rennaise face à Bruno Retailleau », *Le JDD*, novembre 2024.

(3) Voir là encore l'ouvrage de Laurent Bonelli (cf. note 1), sur cette évolution.

(4) Voir <https://oscj2.cesdip.fr>.

(5) Voir <https://juliennoir.fr/rapports-etudes-recherches/>.



**« Paris et la banlieue Nord. Ces deux territoires contigus mais que tout éloigne montrent de manière évidente que la corrélation positive entre victimation (avoir été victime d'une atteinte), peur et préoccupation n'est notable qu'auprès des populations socialement les plus fragiles. »**

peur pour soi, la peur pour les autres, la peur ici, mais pas la peur là ; mais il peut tout aussi bien être la préoccupation pour la délinquance ou pour le terrorisme, ou pour les deux. De son côté, l'insécurité « réelle » est bien difficile à saisir. Son expression apparemment la plus simple est la délinquance enregistrée par les services de police et de gendarmerie. Mais cet indicateur est depuis une quinzaine d'années marginalisé, car ces services n'enregistrent qu'une petite partie de la délinquance, sans que le taux de perte soit uniforme ni constant. L'exemple bien connu aujourd'hui est celui des infractions sexuelles et plus largement des violences entre proches. Très longtemps négligées par la justice pénale, qui les appréhendait mal, elles l'étaient plus encore par les services de police et de gendarmerie, qui s'en désintéressaient. Depuis le début des années 1980, puis de la réforme du Code pénal de 1993 et plus encore dans l'après #MeToo, le droit pénal est devenu plus étendu et plus précis, et l'incitation à accueillir les plaignants (le plus souvent des plaignantes) est devenue une politique pénale majeure. Ne serait-ce que ces dix dernières années, le nombre de violences sexuelles enregistrées par les services de police et de gendarmerie a été multiplié par 2,5<sup>(6)</sup>. Subit-on en France 2,5 fois plus de violences sexuelles en 2025 qu'en 2016 ? C'est bien peu probable. C'est pourquoi il faut se tourner vers un autre instrument que celui des statistiques administratives, celui des enquêtes de victimation, sondages qui recueillent les déclarations d'atteintes subies par les personnes interrogées. A titre d'exemple, l'enquête nationale de l'Insee n'enregistre pas de variations de volume de violences sexuelles sur ces quinze dernières années, à l'inverse de ce qu'enregistrent police et gendarmerie.

### Le lien entre peur et victimation

Est-ce que le sentiment d'insécurité varie avec les atteintes subies ? Le lien n'est pas mécanique, et si l'on a vu que le sentiment d'insécurité a plutôt tendance à baisser sur la longue période, les agressions (hors sexuelles) sont par exemple restées stables ces vingt dernières années, tandis que les vols avec violence ont baissé, et les vols sans violence restés plutôt stables. L'OSCJ suggère cependant que s'il y a une relation entre le sentiment d'insécurité et la victimation, cette relation est en réalité très fortement mêlée aux conditions d'existence : « *Les peurs dépendent surtout de l'exposition à la délinquance, combinée à la vulnérabilité, physique ou sociale, que l'on ressent ; la préoccupation est surtout liée à l'appréhension de ne pas maîtriser les évolutions économiques et sociales, grosses de menaces de précarisation.* »<sup>(7)</sup> L'exemple de l'Ile-de-France est encore une fois très parlant : deux zones sont en effet très exposées au risque d'être victime

d'une atteinte, Paris et la banlieue Nord. En banlieue Nord, les peurs sont les plus élevées de toute l'Ile-de-France, tout comme le fait de ne pas sortir de chez soi le soir. La préoccupation pour le crime, soit le fait de déclarer la délinquance comme un problème majeur, y est également très élevée. A Paris, la préoccupation pour le crime est au contraire la plus basse, de même que la peur, même si la peur pour les enfants n'est pas négligeable et que l'on peut déployer diverses stratégies pour éviter tel ou tel quartier, tel ou tel arrondissement. Ces deux territoires contigus mais que tout éloigne en termes de patrimoine, revenu, classe sociale, histoire migratoire, densité des services publics, chances de réussite dans la vie... montrent de manière évidente que la corrélation positive entre victimation (avoir été victime d'une atteinte), peur et préoccupation n'est notable qu'auprès des populations socialement les plus fragiles<sup>(8)</sup>.

Cette corrélation, en réalité, fonctionne surtout pour la peur. En effet, la préoccupation pour le crime, une position toujours minoritaire en France, hormis périodes d'attentat, est fortement marquée par le positionnement politique. Plus l'on se déclare à droite et plus la préoccupation sécuritaire est élevée (plus du double de la moyenne lorsque l'on se positionne à l'extrême droite), et inversement (quatre fois moins que la moyenne lorsque l'on se positionne à l'extrême gauche).

### Des réponses nécessairement plurielles

Il faut souligner pour conclure qu'il est rare de trouver notion plus ductile et incertaine que celle du « sentiment d'insécurité ». Ce qui est sûr, c'est que, si elles baissent depuis une trentaine d'années, les peurs existent bel et bien. Elles sont souvent attachées à une expérience de victimation de soi ou de proches (sauf chez les nantis), elles agrègent la peur d'être victime d'une atteinte et l'angoisse des lendemains économiquement difficiles, et elles sont bien ancrées parmi les classes populaires ou les classes moyennes peu ou mal stabilisées. La préoccupation pour la délinquance envisagée comme problème majeur est en revanche plus détachée de la victimation personnelle ou de la situation sociale, et plutôt liée à l'orientation politique individuelle.

Que faire face à la peur ? La réponse est complexe, mais le caractère composite de la peur appelle nécessairement des réponses diverses. Tout focaliser sur le sécuritaire ne permet que d'appréhender un volet seulement des peurs contemporaines. Renforcer la présence de services publics et des services sociaux dans l'espace public (par exemple, accroître la présence humaine dans les transports publics et leurs stations fantômes), accompagner les familles en difficulté, assurer une présence de services sociaux et services jeunesse sur des horaires étendus, financer la présence d'éducateurs et éducatrices spécialisées sur la voie publique sont autant de moyens de lutter contre des peurs polymorphes que la réponse consistant à « mettre du bleu dans la rue », pauvre, coûteuse et inefficace. ●

(6) Source : Service statistique ministériel de la sécurité intérieure.

(7) OSCJ, « Observer dans la durée le sentiment d'insécurité », mai 2023 (<https://oscj2.cesdip.fr/wp-content/uploads/2025/01/Observer-dans-la-duree-le-sentiment-dinsecurite.pdf>).

(8) La cartographie des groupes de représentation sur la peur et la préoccupation, selon le territoire, la classe sociale, le diplôme, le positionnement politique, etc., et la victimation, est accessible dans l'ouvrage de synthèse de Philippe Robert et Renée Zauberman, *Du sentiment d'insécurité à l'Etat sécuritaire*, Le Bord de l'eau, 2017.